

Recrudescence du trafic de drogue

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5778 - Dimanche 27 novembre 2022 - Prix : 10 DA

Abderezak Guessoum :

Appel à méditer le travail religieux de Kabylie

Alerte et prévention

Surveillance des feux de forêt : prochaine fabrication locale de drones

Quand une candidature en appelle une autre

Par Mohamed Habili

Parce qu'ils n'ont pas été balayés aux élections du 8 novembre, comme ils le craignaient, et qu'ils ont même pu réaliser l'exploit de garder le contrôle du Sénat – peut-être seulement avec une voix d'avance, un siège restant en effet en compétition, celui de la Géorgie – dans les mêmes termes que lors de la législature précédente, les démocrates n'ont pas hésité à se poser en vainqueurs de cette échéance. N'ayant perdu de plus que de peu la majorité à la Chambre des représentants, avec moins d'une dizaine de sièges, ils en sont déjà à se projeter aux élections de 2024, avec l'intention de les remporter. Pendant le décompte des voix à travers les Etats-Unis, ils se sont intéressés, du moins là où leurs chances de gagner sont réduites, en premier lieu à l'identité politique de l'heureux élu républicain. Et alors, de deux choses l'une : ou bien ce dernier est un proche de Donald Trump, et ils ont perdu sans conteste possible la partie ; ou bien il n'avait pas reçu auparavant le soutien, ou la bénédiction de Trump, et dans ce cas, ils n'ont perdu qu'à moitié. A ce compte, il se pourrait bien qu'ils aient gardé sans le savoir également le contrôle de la Chambre (the House), pour parler comme les Américains.

Suite en page 3

Niamey/Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur les défis de l'industrialisation

Alger veut un modèle économique adapté à la réalité africaine



Les dirigeants et responsables des pays membres de l'Union africaine ont examiné, lors du Sommet extraordinaire de l'Union africaine, les voies de renforcer la coopération entre les pays du continent dans les domaines de l'industrie et de l'industrialisation, pour réaliser la diversification économique et de développement durable. [Page 2](#)

Groupe D

L'Australie passe, la Tunisie à la trappe

Tizi Ouzou

Honneur aux 300 médecins généralistes sortant de l'université

Niamey/Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur les défis de l'industrialisation

Alger veut un modèle économique adapté à la réalité africaine

■ Les dirigeants et responsables des pays membres de l'Union africaine ont examiné, lors du Sommet extraordinaire de l'Union africaine, les voies de renforcer la coopération entre les pays du continent dans les domaines de l'industrie et de l'industrialisation, pour réaliser la diversification économique et de développement durable.

Par Louisa A.R.

Les travaux du 17^e Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique ont pris fin avant-hier à Niamey. Le président de la République du Niger, Mohamed Bazoum, a relevé la nécessité pour les dirigeants africains de faire preuve de volonté politique, d'unité et de détermination, pour faire aboutir le processus d'industrialisation et réaliser la diversification économique dans le continent et assurer la transition numérique en poursuivant les efforts pour la formation, la recherche et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) comme catalyseur.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui a pris part à cette rencontre en tant que représentant du président de la République, a souligné l'entière disposition de l'Algérie et son engagement à adhérer aux démarches communes ainsi que son appui au renforcement de l'industrie et de l'industrialisation dans notre continent africain et à atteindre les plus hauts niveaux d'intégration, en concrétisation des objectifs majeurs tracés par les fondateurs de notre organisation panafricaine.

Le continent africain est aujourd'hui face à un nouveau défi dicté par la conjoncture internationale actuelle et son impact sur la chaîne d'approvisionnement en denrées alimentaires, matières premières et énergie.

Face à cette situation, a déclaré Benabderrahmane, « nous devons, nous les Africains, renforcer la solidarité interafricaine pour pouvoir résister à ces bouleversements et leurs répercussions, notamment en ce qui concerne notre sécurité alimentaire, car il est désormais nécessaire d'intensifier notre action commune afin de relancer nos économies et de trouver les moyens de réaliser l'intégration, en particulier dans le domaine de l'industrie et de la fabrication ».

Parmi les insuffisances qui entravent la relance économique en Afrique, le Premier ministre a relevé notamment l'absence d'une politique continentale, claire et cohérente, en matière d'industrie et d'industrialisation.

« Au-delà de notre soutien politique franc et sincère à toutes les démarches louables, nous sommes appelés, a-t-il soutenu, à tracer ensemble l'avenir de notre continent dans ce domaine vital, par le développement et la diversification de l'économie globale qui s'inscrit dans le cadre du développement durable et cadre avec les objectifs et contenu de l'Agenda 2063 de l'UA », a-



PH/D. R.

t-il soutenu.

La ZLECAf, une étape cruciale pour l'intégration continentale

L'Algérie a considéré la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme une étape cruciale vers

la réalisation de l'intégration continentale, estimant qu'elle constituera le cadre réglementaire idoine pour garantir le flux de marchandises et de biens entre les pays, au vu des grands avantages assurés aux produits d'origine africaine, notamment industriels, ce qui en fait un véritable moteur pour la réalisation des

objectifs de développement industriel dans notre continent.

L'Algérie, qui a œuvré à la concrétisation de la ZLECAf dès l'amorce des négociations, rappelle qu'il s'agit de l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde avec un marché de plus de 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné d'en-

viron 2 500 milliards de dollars. L'Algérie a, par ailleurs, réaffirmé son engagement en faveur des objectifs de complémentarité et d'intégration en Afrique, lequel reflète sa vision d'intégration à travers ses infrastructures nationales et son soutien soutenu à toutes les initiatives allant dans ce sens. Cet accord devra permettre d'augmenter le taux de commerce inter-africain, estimé actuellement à près de 15 %, à des niveaux dignes de nos capacités et de nos aspirations, outre la création d'un marché africain qui assure une libre circulation des marchandises entre les pays et d'instaurer, par la suite, une union douanière et un groupe économique africain à l'horizon 2028, à même de concurrencer les autres blocs économiques internationaux.

Par ailleurs, le Premier ministre a rappelé que l'Algérie a amorcé, sous la direction judiciaire du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le processus de développement de son économie et de diversification de ses exportations pour ne pas rester tributaire des cours des hydrocarbures, tout en accordant une extrême importance au développement et à l'aménagement des zones industrielles dans le cadre de son plan de développement.

L. A. R.

D'énormes quantités de kif saisies et des réseaux démantelés Recrudescence du trafic de drogue

Aussi bien dans les grandes villes que dans la campagne, le fléau de la drogue prend de l'ampleur. Les dealers se multiplient et les consommateurs aussi. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. La sonnette d'alarme a plusieurs fois été tirée par différents organismes aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs. Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche-arrière, il gagne plutôt du terrain. Chaque jour, les services de sécurité font état de saisies de quantités de drogues, tous types confondus, cela va du kif traité à l'héroïne en passant par les psychotropes de tous genres. Le trafic de drogue à l'échelle nationale prend des proportions aussi alarmantes que dangereuses. En effet, les éléments de la brigade de lutte contre la drogue de la police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya de Béchar ont démantelé un réseau criminel organisé, composé de quatre présumés narcotrafiants, et saisi en leur possession 130 kg de kif traité, a rapporté, hier, la

cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. L'opération a été réalisée avec le soutien et la contribution des services spécialisés du secteur militaire opérationnel de la 3^e Région militaire (3-RM), suite à l'exploitation des renseignements faisant état de l'introduction imminente dans le pays d'une importante quantité de drogue à partir des frontières Ouest du pays, a-t-on précisé. La mise en place d'un dispositif sécuritaire de recherches et d'investigations à travers plusieurs axes routiers de la région, a ainsi permis l'identification de deux véhicules immatriculés dans l'une des wilayas du nord-ouest du pays et l'arrestation des quatre individus qui étaient à bord, en plus de la découverte et la saisie de 130 kg de drogue, a expliqué la même source. Après l'achèvement de l'enquête policière sous contrôle du procureur de la République près le tribunal de Béchar, les quatre mis en cause ont été présentés devant la justice, laquelle a ordonné leur mise en détention provisoire pour « détention illégale de drogue (kif traité) à des fins de commercialisation, mise en vente, obtention et achat et trans-

port avec utilisation de moyens de locomotion (véhicules) et possession de drogues illégalement ». Ils sont également poursuivis pour « possession de drogues illégalement aux fins de commercialisation illégale, transport et stockage en transit dans le cadre d'une bande criminelle organisée, importation de drogues d'une manière illicite et contrebande à un degré dangereux menaçant l'économie nationale et la santé publique », a conclu la même source. De leur côté, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Chéraga, ont arrêté trois individus impliqués dans une affaire de gestion et d'organisation d'une bande criminelle à des fins de possession et de vente de drogues dures et de comprimés psychotropes, selon un communiqué de ces services. Dans le cadre de l'affaire, supervisée par le parquet territoriallement compétent, et après exécution des mandats de perquisition, les éléments de ladite brigade ont saisi 255 comprimés psychotropes, tous types confondus, 151,85 g de drogues dures (cocaïne) et deux véhi-

cules touristiques utilisés dans le transport de ces substances toxiques, précise la même source. L'opération a permis également la saisie de 84 000 DA, un taser électrique, six armes blanches de 6^e catégorie de différents types et deux signaux (de navire) et des produits de construction utilisés avec les drogues dures, etc. Après parachèvement des procédures judiciaires, les mis en cause ont été déferés devant le parquet territoriallement compétent, a conclu le communiqué. Dans la wilaya de Naâma, les services de sûreté de la daïra de Sfissifa (Naâma), en coordination avec ceux de la Gendarmerie nationale, ont saisi 509 kg de kif traité et arrêté deux suspects. L'opération, qui s'inscrit dans le cadre de la coordination des efforts entre les différents corps de sécurité pour lutter contre les réseaux criminels activant dans le trafic de drogue, a permis la saisie, outre de ladite quantité de stupéfiants, d'un camion et de deux voitures qui ont été utilisés par le même réseau, ainsi que l'arrestation de deux suspects, précise la même source.

Meriem Benchaouia

Alerte et prévention

Surveillance des feux de forêt : prochaine fabrication locale de drones

■ Dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, a annoncé le «lancement de la fabrication et du développement de drones algériens à travers l'initiative lancée par la Délégation nationale aux risques majeurs pour contrer les feux de forêt», précisant que «la production du premier modèle aura lieu en 2023 et sera exploitée dans le suivi, la surveillance, l'alerte et la prévention».

Par Thinhinane Khouchi

Chaque année durant la période caniculaire, le territoire algérien se heurte à des feux qui ravagent de vastes étendues sauvages et naturelles, provoquant ainsi de lourdes conséquences, en termes de perte de biens et de vies humaines. En vue de faire face à d'éventuels incendies, l'Algérie table sur plusieurs mesures, notamment la réception en décembre prochain du premier bombardier d'eau, en sus de trois autres l'année prochaine d'une capacité de 12 000 litres. Par ailleurs, une autre mesure a été prise pour lutter contre les feux de forêt, à savoir «les drones». En effet, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a été interrogé, jeudi, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale, sur les mesures proactives prises pour lutter contre les feux de forêt. Merad a indiqué que «l'acquisition de ces avions bombardiers d'eau permettra aux agents de la Protection civile de lutter contre les feux dans les zones les plus enclavées». Le premier de ces «cracheurs d'eau» sera réceptionné dans les prochains jours. «La réception du premier bombardier d'eau se fera au mois de décembre prochain», a affirmé le ministre devant les députés. «Les trois autres appareils commandés par l'Algérie suivront au courant de l'année 2023», a-t-il ajouté. Brahim Merad a rassuré, dans ce sens, que l'Algérie



Ph/D. R.

sera prête l'été prochain pour faire face aux feux de forêt. Par ailleurs, une autre mesure prise par le président de la République sera concrétisée durant l'année prochaine, à savoir l'utilisation de drones pour une meilleure surveillance des feux et des incendies. Le chef de l'État avait ordonné la mise en place de ce système de surveillance. Au moyen d'une caméra thermique à infrarouge, ces drones peuvent détecter des feux quasi invisibles à l'œil nu, des feux de racines qu'on appelle «consumations lentes». Ce qui

doit permettre une intervention rapide. A cet effet, le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, a annoncé le lancement du développement de drones algériens à travers l'initiative émise par la Délégation Nationale aux risques majeurs pour contrer les feux de forêt. «Nous allons entamer le développement de drones de fabrication algérienne à travers l'initiative lancée par la Délégation nationale aux risques majeurs», a précisé le ministre, ajoutant que «la sortie du premier modèle se fera en 2023, lequel sera utilisé dans la sur-

veillance, l'alerte et la prévention». Enfin, il est à noter que concernant le bilan des feux de forêt de l'année 2022, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, avait fait état, le 8 novembre, de 28 000 hectares de couverture forestier et d'arbres fruitiers, outre des pertes de la faune, révélant qu'une enveloppe de 1,5 milliard DA a été consacrée à l'indemnisation des sinistrés au niveau de 33 wilayas touchées par les feux.

T. K.

Tizi Ouzou

Honneur aux 300 médecins généralistes sortant de l'université

Une cérémonie en l'honneur de plus de 300 médecins généralistes sortants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou a été organisée vendredi dernier au théâtre régional Kâteb-Yacine, en présence de leurs familles et des autorités. Troi cents huit médecins de la promotion 2015-2022 se sont succédé pour recevoir leur diplôme après 7 longues années de formation, à leur grand bonheur ainsi qu'à celui de leurs parents dont l'émotion était palpable. Le doyen de la faculté de médecine, Professeur Amar Taleb, nous avons appris que 80



% de la promotion sont de la gent féminine, maintenant ainsi

sa dominance dans cette profession, sans pouvoir nous en expli-

quer les raisons. Notre interlocuteur a tenu à souligner que la cérémonie en l'honneur des médecins sortants de l'université de Tizi Ouzou est devenue une tradition et est organisée comme cela se fait partout dans le monde. Saisissant l'occasion, le même responsable a interpellé les pouvoirs publics pour améliorer les conditions matérielles de formation des médecins, déplorant l'état de vétusté très avancé des locaux pédagogiques et réclamant la réalisation d'une nouvelle structure aux normes requises.

Hamid Messir

LA QUESTION DU JOUR

Quand une candidature en appelle une autre

Suite de la page une

De sorte qu'ils s'estiment en droit d'envier les élections qui viennent avec un surcroît d'optimisme. Sans doute leur victoire aurait-elle été bien plus grande si au vu des résultats de ces élections, Trump avait pris la décision de ne pas concourir à la présidentielle de 2024. Or il a fait le contraire, une semaine seulement après les élections, et alors même que tous leurs résultats n'étaient pas disponibles, comme si les républicains les avaient remportés à une écrasante majorité. Mais si réellement, comme disent les démocrates, Trump avait fait perdre aux républicains ces élections, leur intérêt leur commanderait de favoriser sa candidature non de faire campagne contre elle. De là le soupçon que ce qu'ils craignent ce n'est pas tant la candidature de Trump, qui après tout n'est pas leur affaire, que celle de Biden, qui lui aussi a annoncé non pas certes sa candidature, mais son désir de se représenter, au motif que les démocrates ont failli remporter les élections de mi-mandat. La réalité, c'est que les démocrates ne veulent pas que Biden se représente. Ce serait plus facile de le lui faire entendre si les républicains eux non plus s'opposaient à la candidature de Trump. De leur point de vue, Trump et Biden font la paire. S'ils se représentaient, ce sera ensemble. Et s'ils ne le font pas, ce sera de même. Toutefois, ce calcul est déjà à l'eau, puisque Trump a annoncé sa candidature sans que cela soulève un tollé chez les républicains. Il est vrai qu'il s'en est trouvé quelques républicains qu'ils lui ont conseillé d'attendre que tous les résultats soient disponibles avant de prendre sa décision. Tous les résultats, cela veut dire patienter jusqu'à l'après-26 décembre, date de tenue du second tour de la sénatoriale de Géorgie. Une façon polie de dire à Trump qu'il n'est peut-être pas le meilleur candidat pour eux en 2024. Qu'ils pensent déjà à quelqu'un d'autre, au gouverneur de Floride par exemple, Ron DeSantis, qui a été réélu triomphalement sans être un de ses fans déclarés. Pour les démocrates, la candidature de Trump est d'autant plus indésirable qu'elle fait craindre celle de Biden, à la victoire duquel ils ne croient pas en 2024, même si lui-même croit que c'est grâce à lui qu'ils ont pu limiter les pertes dernièrement. M. H.

Mohamed Bouslimani, ministre de la Communication

«La communication institutionnelle, une priorité pour le gouvernement»

■ *Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a affirmé depuis Constantine, que la communication institutionnelle était une des priorités du gouvernement, annonçant l'organisation de rencontres sur la communication institutionnelle, qui seront suivies de sessions similaires à travers tout le pays.*

Par Hani Y./APS

Dans une entrevue accordée, jeudi, à la radio locale de Sétif, en marge des travaux de la session de formation sur la communication institutionnelle, le ministre a fait savoir que «cette session, première du genre, sera suivie de sessions similaires à travers tout le pays».

«Il s'agit là de la première session ayant trait à la communication institutionnelle, qui figure parmi les priorités du gouvernement. C'est pourquoi, nous avons organisé la 1^{re} session de formation à Constantine qui touche 6 wilayas de l'est du pays. Elle sera suivie d'autres sessions dans le

sud, le centre et l'ouest du pays», a poursuivi le ministre. Selon M. Bouslimani, l'objectif de cette session est de «rapprocher l'administration du citoyen pour lui permettre de prendre connaissance des actions menées par les autorités locales dans le domaine du développement».

Le ministre de la Communication a également insisté sur la «dualité» journaliste-chargé de communication afin de «transmettre une information juste et fiable au citoyen», et de «lutter contre les rumeurs et les infox pour établir, partant, une relation de confiance entre le journaliste et le citoyen».

M. Bouslimani a également

relevé l'importance de «la crédibilité et de la responsabilité du journaliste pour atteindre le niveau requis de professionnalisme dans le cadre de la réorganisation de la presse nationale».

A ce propos, il a indiqué que l'objectif du secteur était d'atteindre «une presse professionnelle, sous-tendant crédibilité et responsabilité», assurant que le secteur «est en cours de réorganisation de la presse nationale publique et privée».

Dans un autre contexte, le ministre a mis en avant «le rôle des médias de proximité, notamment les radios locales qui sont en lien direct avec le citoyen».

Il a salué, par ailleurs, l'en-



semble des médias ayant fait montre de compétence dans la couverture des événements phares de cette année, à l'instar des Jeux méditerranéens, des festivités commémorant le soixantenaire de l'indépendance

et, tout récemment, les travaux du Sommet arabe, appelant à «poursuivre leurs efforts et à continuer à offrir la plus belle image de notre patrie».

H. Y./APS

Maîtres de l'enseignement coranique et agents des mosquées

Mesure exceptionnelle portant réduction de la durée de formation

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a fait état, vendredi dans un communiqué, de la réduction «exceptionnellement» au titre de l'année 2022, de la durée de la formation au profit des enseignants du Coran et des agents des mosquées ayant obtenu, après leur recrutement, les certificats et les niveaux d'instruction requis.

Dans le cadre de la mise en œuvre de

la dérogation des services de la Fonction publique et de la réforme administrative portant exemption de participation au concours d'accès à la formation spécialisée pour la promotion aux grades d'imam instituteur et de maîtres de l'enseignement coranique au profit des enseignants du Coran et des agents des mosquées «ayant obtenu, après leur recrutement, les certificats et les niveaux d'instruction

requis», les mêmes services ont décidé de réduire «exceptionnellement» la durée de formation dédiée à cette catégorie, au titre de l'année 2022, précise le communiqué.

La décision prévoit concernant la promotion sur titre pour l'accès au grade d'Imam instituteur, «la réduction de la durée de la formation pour les maîtres de l'enseignement du Coran de trois ans à un

an et de trois à deux ans pour les agents des mosquées résidents et les muezzins», lit-on dans le communiqué.

Pour la promotion sur titre pour l'accès au grade de maître de l'enseignement coranique, «la durée de la formation pour les agents des mosquées et des muezzins a été réduite de deux ans à un an», conclut la même source.

Fatah B.

Depuis la ville de Mindelo (Cap-Vert)

La représentante du réseau FemWise-Africa met en exergue l'intérêt majeur accordé par l'Algérie aux jeunes

La représentante du Réseau panafricain des femmes (FemWise-Africa) en Algérie, Fatma Messaoud, a relevé, depuis la ville de Mindelo (Cap-Vert), l'intérêt majeur accordé par l'Etat algérien à la catégorie des jeunes en vue de lui permettre d'exceller dans les différents domaines, citant, dans ce sens, la création du Conseil supérieur

de la jeunesse (CSJ) en tant qu'organe consultatif placé auprès de la Présidence de la République.

Lors de sa participation à un forum international sur l'autonomisation des jeunes dans la prise de décisions politiques, à l'invitation de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE), M^{me} Fatma Messaoud a indiqué que l'UA avait offert plu-

sieurs opportunités aux jeunes, notamment des sessions de formation dans les domaines diplomatique, sécuritaire et sur la paix, dans l'objectif de se développer et d'exploiter leurs connaissances.

L'Algérie a franchi de «grands pas» en matière d'autonomisation des jeunes, a-t-elle assuré, soulignant qu'après l'élection du président de la République,

Abdelmadjid Tebboune, le CSJ a été créé en tant qu'organe consultatif placé auprès de la Présidence de la République.

Abordant le rôle du gouvernement dans l'appui des start-up et des moyennes entreprises dirigées par des jeunes, la même intervenante a qualifié ces démarches d'«opportunité pour la relance économique qui permet à son tour d'atteindre la

sécurité politique».

«Nous sommes ici pour apporter de l'appui aux jeunes, tant au niveau local, régional et international. Le plus important est de tracer un plan stratégique à court et long terme permettant de réaliser les objectifs escomptés», a conclu la représentante du réseau FemWise-Africa.

Ali N.

Société

Les violences faites aux femmes, un sujet qui fâche

La femme a subi des violences de tous genres, elle est battue, agressée, violentée, maltraitée, violée, insultée, intimidée, désavouée. A Mostaganem, comme partout ailleurs, les violences faites au genre demeurent encore invisibles et les drames féminicides encore moins. Mais la femme est restée forte, résistante à tous les comportements d'une société de «machos». Elle a subi tous les types de violence, domestique, sexuelle, psychologique, physique et verbale. A défaut de statistiques réelles, les supplices continuent dans un silence complice. Toutefois, la société n'apprécie pas la portée de ce fléau. On suppose, parce que sous silence bien évidemment, que la femme subit des maltraitements au quotidien. La violence contre le genre s'est accentuée en raison de facteurs rele-

vant de l'aspect social patriarcal. En effet, il y a des violences que personne ne voit, ni entend, car la femme les tait et les supporte. Depuis longtemps la violence contre le genre, dans tous ses aspects, ne fait réagir personne. Mais depuis que les associations féminines ont pris le dossier en main, les secrets de la violence commencent à se dissiper. Il faut reconnaître que la lutte pour dénoncer d'abord la violence, le harcèlement et la maltraitance causés aux femmes n'a pas été une chose simple dans une société qui ne veut pas écouter. Des militantes et des militants se sont dressés contre ce fléau de la violence faite aux femmes car certains indices même informels ont poussé à la réaction. La recrudescence de la maltraitance des femmes n'a jamais fait l'objet de statistiques, car en général il n'y a pas de dénon-

ciation. Face à ce phénomène grandissant dans une société pleine de contradictions, la loi intervient enfin pour élargir et durcir les sanctions contre la violence conjugale. La nouvelle Constitution intervient également pour protéger par la loi et par des mesures dissuasives les femmes violentées. Aujourd'hui, la législation est là contre tout acte attentatoire à la dignité de la femme dans les lieux publics et au travail. Elle condamne en particulier la violence conjugale, dans ses chapitres consacrés aux crimes et délits contre les particuliers, à savoir violences volontaires, abandon de famille et attentats aux mœurs. Cette loi a été instaurée pour mettre fin aux souffrances de milliers de femmes victimes de violences conjugales. La femme en général en sa qualité d'épouse souffre le calvaire du mari violent. Par procuration, la

jeune fille reste souvent sous l'emprise du frère, petit ou grand. La rue ne fait pas de cadeaux non plus à la femme ni à la jeune fille, car souvent l'agression est verbale. Il est également prévu de durcir les peines en matière de harcèlement sexuel et d'étendre l'incrimination hors les cas où l'auteur peut user de son autorité ou de sa fonction pour commettre le délit. Ces instruments juridiques viennent donc renforcer les moyens déjà mis en place par le réseau national d'écoute des femmes victimes de violence. A travers les multiples rapports du réseau sur le phénomène qui prend des dimensions considérables dans notre société, l'Etat a donc réagi pour stopper des comportements dégradants vis-à-vis des femmes.

Lofli Abdelmadjid

Partenariat

Une délégation du CREA reçue par le vice-ministre italien du Développement économique

■ Une délégation de chefs d'entreprise du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a été reçue en audience par le vice-ministre italien du Développement économique en charge des entreprises, Valentino Valentini, a indiqué, vendredi, l'organisation patronale dans un communiqué.



Par Farid L.

Il s'agit, selon le CREA, de la première audience accordée à une délégation étrangère par M. Valentini depuis sa nomination au ministère du Développement économique italien. «D'après les observateurs italiens, cette diligence à rencontrer les opérateurs économiques algériens confirme le grand intérêt donné au renforcement de la coopération économique entre les deux pays», lit-on dans le texte. Lors de la rencontre, qui s'est déroulée en

présence de Soufiane Amara, premier Conseiller à l'ambassade d'Algérie à Rome, M. Valentini a «fortement souligné l'excellence des relations politiques avec l'Algérie et fait part de sa détermination à rehausser intensément le niveau du partenariat économique par l'intermédiaire d'investissements italiens, de transfert de savoir-faire et de technologies innovantes notamment dans les secteurs de l'Agriculture, des Mines, du Tourisme et du textile», a-t-on ajouté dans le communiqué.

Après un exposé sur le nouveau code des investissements, le président du CREA, Kamel Moula, a fait part de «sa disponibilité pour accompagner les opérateurs économiques italiens dans l'identification de partenaires algériens pour aboutir à la création de joint-venture», ajoute le document. «Un partenariat ambitieux de coproduction peut ouvrir les portes à une exportation conjointe de produits manufacturés et certifiés vers l'Europe et l'Afrique», a estimé le CREA.

F. L.

Allemagne

Légère hausse du moral des consommateurs en décembre

Le moral des consommateurs allemands devrait connaître une légère hausse en décembre, grâce au plan d'aide massif du gouvernement contre l'inflation qui pourrait jouer un rôle d'amortisseur pour les ménages, selon le baromètre GfK publié vendredi.

L'institut prévoit un indice à -40,2 points, en hausse de 1,7 point sur un mois, a-t-il indiqué dans un communiqué. Cette dynamique confirme le léger rebond de l'indicateur entamé en novembre, après quatre mois consécutifs de plongeon face à l'envolée de l'inflation. «Les

consommateurs supposent apparemment que les mesures adoptées pour plafonner les prix de l'énergie peuvent contribuer à freiner l'inflation», explique Rolf Bürkl, expert du GfK, dans le communiqué. L'Allemagne n'est plus approvisionnée en gaz russe depuis septembre et doit donc se fournir ailleurs à des prix beaucoup plus élevés. Résultat : la hausse des prix atteint des sommets historiques dans le pays, avec une augmentation de 10,4 % en octobre. Le gouvernement allemand a donc débloqué un plan massif de 200 milliards d'euros visant à plafonner les

prix de l'énergie dès le début de l'année prochaine.

Cette enveloppe permettra de subventionner 80 % de la consommation en gaz des ménages. Au-delà seulement, ils paieront le gaz au prix du marché. S'agissant de l'électricité, un plafonnement total est prévu pour les particuliers. Les consommateurs semblent également rassurés par la chute des prix de l'énergie, après un pic cet été et des mois de flambée dans le sillage du conflit en Ukraine.

«La crainte de longue date des consommateurs concernant l'explosion des prix de l'énergie

s'est quelque peu atténuée, ce qui a un effet légèrement positif sur le climat de consommation», détaille Rolf Bürkl. La composante du baromètre GfK mesurant les attentes des consommateurs sur leurs revenus augmente également, pour le deuxième mois consécutif, de 6,2 points en novembre. Malgré cette légère amélioration, cependant, la situation concernant le climat de consommation reste «tendue», tempère Rolf Bürkl. «Les consommateurs s'attendent à ce qu'une récession soit inévitable dans un avenir proche», développe le GfK.

Salima K.

Guinée-Bissau

Un taux de croissance du PIB de 4,7 % pour 2022

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Guinée-Bissau connaîtra cette année une croissance de 4,7 %, ont indiqué les autorités du pays. Selon un communiqué publié par le ministère des Finances, cette croissance s'explique par le fait que les contributions sectorielles «s'élèvent à 1,9 % pour le secteur primaire, 0,7 % pour le secondaire, et 2,1 % pour le tertiaire». «Les recettes totales, y compris les dons, augmenteront de 14,7 % en 2022», selon la même source, faisant remarquer qu'il s'agit là d'une performance liée à «des gains de recettes fiscales avec une croissance attendue de 9,3 %», grâce aux réformes fiscales susceptibles de générer des gains plus substantiels.

Agences

Marchés

La Bourse de Tokyo gagnée par les prises de bénéfiques

La Bourse de Tokyo reprenait son souffle vendredi dans la matinée, lestée par les prises de bénéfiques après les gains des dernières séances, et manquant d'éléments de nature à l'orienter au lendemain d'un jour férié aux Etats-Unis.

L'indice vedette Nikkei perdait 0,23 % à 28 318,80 points vers 00h40 GMT et l'indice élargi Topix était stable (-0,05 %) à 2 017,78 points.

Après la fermeture de Wall Street jeudi en raison des congés de Thanksgiving, «il y aura peu de facteurs de turbulences sur le marché des actions japonais», a commenté Nobuhiko Kuramochi de Mizuho Securities, cité par l'agence Bloomberg.

Du côté des valeurs, le deuxième constructeur automobile nippon, Honda (+0,14 % à 3 383 yens) a annoncé jeudi s'approprier à réduire la

production dans son usine de Saitama, près de Tokyo, à 70 % de sa capacité début décembre à cause des perturbations sur ses chaînes d'approvisionnement, notamment en semi-conducteurs, ce qui devrait entraîner des retards dans la livraison de certaines commandes.

La monnaie japonaise reflétait par rapport au dollar, qui s'échangeait pour 138,74 yens vers 00h40 GMT contre

138,54 yens jeudi à 21h00 GMT.

Le yen baissait aussi face à l'euro, qui valait 144,33 yens contre 144,23 yens la veille. Et l'euro se négociait pour 1,0401 dollar contre 1,0410 dollar jeudi. Le marché du pétrole était dans le vert vendredi matin en Asie : vers 00h30 GMT le baril de WTI américain prenait 0,21 % à 78,10 dollars.

N. T.

Sri Lanka

La banque centrale maintient inchangé son taux directeur à 15,5 %

La Banque centrale du Sri Lanka a indiqué avoir maintenu inchangé son taux directeur à 15,5 %. Le comité monétaire a pris cette décision après avoir examiné les développements récents et attendus liés à la fois à l'économie nationale et mondiale ainsi que les projections macroéconomiques, a indiqué la banque dans un communiqué. «Il

est nécessaire de s'en tenir à une politique monétaire stricte pour contenir toute pression inflationniste induite par la demande sur l'économie», ajoute la même source. Le pays d'Asie du Sud-Est prévoit de réduire l'inflation vers la fourchette cible de 4 à 6 % à moyen terme, selon la banque. L'inflation continuera de baisser au cours des prochains mois, en grande

partie en raison d'une baisse de la demande, des améliorations attendues de l'offre intérieure et de la normalisation des prix mondiaux des matières premières, explique la banque sri-lankaise. Le Sri Lanka est ravagé par une crise économique historique, marquée par de sévères pénuries de nourriture, de médicaments, de carburant et des pannes

d'électricité. La Banque mondiale a prévu que l'économie de l'île pourrait se contracter de 9,2 % en 2022, soit bien pire que les 8,7 % prévus par la Banque centrale du Sri Lanka. Le pays de 22 millions d'habitants a fait défaut sur sa dette extérieure de 51 milliards de dollars à la mi-avril.

A. Y.

Prévu pour le 3 décembre à l'Opéra d'Alger

Hamidou animera un spectacle de variété musicale

■ L'Opéra d'Alger œuvre depuis son ouverture à participer à la dynamique culturelle du pays en proposant à chaque fois des spectacles qui répondent aux différents goûts.

Par Abla Selles

Cet édifice culturel accueille depuis son ouverture des spectacles de haute facture animés par des stars de la musique algérienne et universelle. A l'instar des spectacles de musique et opéras conduits par des artistes algériens, des musiciens, orchestres, maestros et artistes des quatre coins du monde ont participé aux festivités organisées par l'Opéra d'Alger Boualem-Bensaih.

Pour le début du mois de décembre prochain, les responsables de la programmation proposent au public un spectacle de variété musicale algérienne avec une des voix les plus appréciées. En effet, c'est l'artiste Hamidou qui, le trois du mois de décembre prochain, animera une soirée musicale sous le titre

«Wahsh al Habayeb». Le grand artiste Hamidou, qui excelle dans l'interprétation de tous les genres musicaux et lyriques algériens, dont le hawzi, chaabi, algérois, kabyle et moderne, reviendra à l'Opéra d'Alger avec un bouquet lyrique et musical diversifié. Pour cette rencontre avec ses fans, Hamidou a choisi de prendre les passionnés de musique algérienne dans un voyage artistique où les différents genres seront revisités. Le public est donc invité à savourer le meilleur de ce qu'Hamidou a chanté tout au long de son parcours artistique, ainsi que les pièces musicales et lyriques intemporelles de grands artistes algériens, ainsi que le patrimoine andalou. Artiste polyvalent et multi-instrumentiste, Hamidou, Ahmed Takjout de son vrai nom, a fait ses débuts au sein de l'association «El Fekhardjia» de



musique andalouse, avant de rejoindre celle d'«El fen wel adeb». Plusieurs expériences dans d'autres registres de la chanson ont marqué le riche parcours de l'artiste, à l'instar de «Djewla fel'lil» (rap) et «Serouel el'loubiya» (musique pop) à ses débuts, puis avec «Yakalélo» tube international des années 1990, chanté avec la groupe «Nomads». Depuis les années 1980 où il venait d'entamer sa carrière solo, Hamidou compte à son actif plus de vingt albums, dont «Algérias» sorti en 2013, et plusieurs tournées nationales et internationales où il a eu à représenter l'Algérie dans des manifestations. Il est à noter que les billets pour le spectacle «Wahsh al Habayeb» sont en vente aux guichets de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih depuis dimanche dernier de 10h jusqu'à 18h.

A. S.

La bande dessinée algérienne

Un moyen d'exprimer l'identité nationale

Depuis son avènement au cours de la deuxième moitié des années 1960, la bande dessinée algérienne n'a cessé d'être un moyen d'expression de l'identité nationale, après la longue instrumentalisation du 9^e art durant la période coloniale, vitrine alors de l'idéologie et de la culture françaises et européennes. Créée en 1967 par le doyen des bédéistes algériens, Mohamed Aram (1934-2020), la première série algérienne «Naâr, sirène de Sidi Fredj», inspirée de «Super-Man», a été publiée dans l'hebdomadaire «Algérie-Actualités», avant «Moustache et les frères Belgacem» de Slim (Menouer Merabteine), une BD publiée en 1968 par le même journal, qui avait alors consacré la rupture avec la vision colonialiste. La série de Slim va «algérianiser» la BD dans sa forme et ses contenus, racontant notamment des événements de la glorieuse

Révolution contre l'occupant français, avec des personnages vêtus de haïk, de gandoura et de chachia, et évoluant dans différents quartiers algériens. La rupture avec la vision colonialiste est d'autant plus évidente dans l'œuvre de Abderrahmane Madoui (1925-2013) qui a réussi à dissiper les effets néfastes des BD étrangères sur l'imaginaire algérien, en créant notamment en 1969 la revue «M'Kidèche», premier roman graphique algérien. Ces nouvelles planches, alors unique exutoire des artistes et amateurs de BD algérienne durant cinq ans, avaient pour mission essentielle de restituer l'identité nationale et d'opérer une rupture avec les orientations culturelles françaises et occidentales. Pour plus d'efficacité dans cette grande entreprise, Abderrahmane Madoui s'était d'abord entouré des artistes Mohamed Aram, Ahmed Haroun,

Mohamed Mazari (Maz), Mohamed Bousalah (Mimid) et de Slim. Ce premier groupe s'est fait rejoindre par Mahfoud Aïder, Slimane Zeghidour et Fouzi Baghdali, entre autres, pour arriver à constituer, au final, un atelier d'une vingtaine d'artistes, entre auteurs, dessinateurs de BD et scénaristes, chargé de créer des personnages purement algériens comme «Kouider», «M' Berek», «M'kidèche», «Richa» et «Djeha», notamment. Durant les années 1980, le premier Festival de la bande dessinée à Bordj El Kiffan (Alger-Est) s'est inscrit dans la durée jusqu'en 1988, pour qu'arrive, un an plus tard et dans la même logique de progression, le Festival méditerranéen de la bande dessinée avec l'objectif de réunir les bédéistes des pays du bassin méditerranéen.

Depuis l'avènement, en 2009, du Festival international de la

bande dessinée d'Alger (FIBDA), le 9^e art se verra animé d'un nouveau souffle qui lui redonnera vie, le propulsant parmi les plus importantes manifestations du genre en Afrique et dans le Monde arabe. L'élan aux émulations stimulantes du FIBDA a permis à nombre de maisons d'édition, spécialisées ou générales, arabophones ou francophones, de voir le jour, à l'instar des éditions «Daliman», «Casa» ou encore «Z-Link», ainsi que la parution de plusieurs revues spécialisées, dont «Labstor», «Génération Mangas» ou encore «Ghomeida», dédiées aux enfants. De nouveaux bédéistes ont, par ailleurs, réussi à occuper le devant de la scène, à l'exemple du mangaka Saïd Sebaou, premier artiste algérien dont les travaux ont été exposés au Musée international du Manga à Kyoto (Japon).

L. B.

Intitulé «L'Emprise»

Mylène Farmer revient avec un nouvel album

Quatre ans après son dernier disque «Désobéissance», Mylène Farmer est de retour. Ce vendredi, la star planétaire de la chanson française a dévoilé «L'Emprise», douzième album et dernier disque en date de ces 38 années de carrière. Collaborations, sonorités, inspirations... Comme à son habitude, l'interprète de «Désenchantée» s'est fait discrète depuis la confirmation, au mois de mai, de la venue de ce nouveau projet. «Pendant longtemps j'ai été incapable d'écrire un seul mot ?... Je

pensais tout arrêter. Puis c'est arrivé d'un seul coup. J'étais comme la marée montante», a-t-elle récemment confié lors d'une très rare interview donnée au JDD.

Deux inédits ont, cependant, déjà été révélés. Le premier s'intitule «À tout jamais». Il a été composé par Woodkid. «C'est un surdoué. Un artiste qui ne lâche jamais rien, un ami aujourd'hui. C'est aussi un homme humble, cultivé et curieux de tout», raconte Mylène Farmer, toujours au JDD. Le musicien français, derrière sept des morceaux de

«L'Emprise», a aussi assuré la direction artistique du disque.

Le deuxième titre, lui, est un featuring. Il est interprété avec AaRON, duo français dernière le tube «U-Turn (Lili)». L'ambiance est inquiétante, voire glaçante, mais reste très dansante grâce à son fond d'électro et ses synthés «eighties». Elle est accompagnée d'un clip ésothérique en orbite, avec Mylène et son acolyte Simon Buret, tous deux évanescents, à bord d'un vaisseau spatial.

R. I.

Décès L'écrivain et essayiste Hans Magnus Enzensberger est mort

LE ROMANCIER, essayiste et éditeur allemand Hans Magnus Enzensberger, auteur notamment de «Mausolée» et de «Ah, l'Europe !», est mort à 93 ans, a annoncé, vendredi, sa maison d'édition, Suhrkamp. «Les éditions Suhrkamp sont en deuil après le décès de Hans Magnus Enzensberger, survenu jeudi à Munich à l'âge de 93 ans», écrivent-elles dans un communiqué. «Poète, essayiste, biographe, éditeur et traducteur, il était l'un des intellectuels allemands les plus influents et les plus connus dans le monde», salue la maison d'édition qu'il avait cofondée. Né le 11 novembre 1929 en Bavière, M.

Enzensberger a étudié la littérature, les langues et la philosophie, entre autres à Fribourg et à Paris. En 1957, il publie son premier livre, le recueil de poèmes «Défense des loups». Très engagé dans les débats contemporains, il est notamment l'auteur de «Mausolée» (1975) et de «Ah, l'Europe !» (1987). Ses essais («Culture ou mise en condition ?»), ses poèmes et ses romans composent une critique virulente de la bourgeoisie allemande et de l'impérialisme américain. De nombreux prix, en Allemagne comme à l'étranger, ont récompensé l'œuvre foisonnante de M. Enzensberger.

M. C.



Somalie

Le gouvernement engagé dans une «guerre totale» contre les shebab

■ Le gouvernement somalien est engagé depuis trois mois dans une «guerre totale» contre les islamistes radicaux shebab, avec une nouvelle stratégie qui, malgré de récents gains militaires, s'annonce longue et périlleuse. Les shebab, groupe affilié à Al-Qaïda, combattent depuis 2007 le gouvernement pour instaurer la loi islamique.

Par Rosa C.

Chassés des principales villes en 2011-2012, ils restent solidement implantés dans de vastes zones rurales. Depuis juillet, deux clans des régions du Galmudug et d'Hirshabelle, dans le centre de la Somalie, ont engagé des combats pour se libérer de la pression des shebab locaux. Le gouvernement a décidé d'envoyer début septembre l'armée, dont les commandos «Danab» formés par l'armée américaine, épauler ces milices claniques baptisées «macawisley» – du nom du sargon traditionnel («macawis») porté par certains de ces combattants civils. «Le gouvernement veut saisir la dynamique actuelle et encourager ce type de soulèvements dans les zones sous contrôle shebab», explique Omar Mahmoud, chercheur à l'International Crisis Group. Le nombre de soldats engagés dans cette offensive d'ampleur n'est pas connu. Pour les «macawisley», des sources locales évoquent 2 000 à 3 000 combattants. Les effectifs shebab sont, eux, estimés entre 5 000 et 8 000 à travers le pays. Avec l'appui de frappes aériennes américaines et un soutien logistique et d'artillerie

de la force de l'Union africaine (Atmis), ces troupes ont repris le contrôle de la province de Hiran et de vastes zones du Moyen-Shabelle. Mi-juillet, le nouveau président Hassan Cheikh Mohamoud avait détaillé une stratégie sur «trois fronts» : militaire, idéologique et économique. «Les politiques précédentes étaient militaristes : attaquer et détruire. Mais le problème des shebab est plus que militaire», expliquait-il. Sa première action a été la nomination au poste de ministre des Affaires religieuses de Muktar Robow, un des fondateurs du mouvement qu'il a quitté en 2017. Depuis, Robow et le gouvernement s'emploient à «reprenre le récit de l'islam aux shebab», désignés par le terme «khawarij» («renégats»). Pour tenter de «fermer les robinets financiers du mouvement», le gouvernement a aussi annoncé que tout commerce payant les «taxes» réclamées par les shebab verrait sa licence révoquée. Son allié américain a annoncé offrir jusqu'à 10 millions de dollars pour toute information permettant «la perturbation des mécanismes financiers». «Le gouvernement tente d'instaurer un climat de confiance dans la population pour qu'il se dresse contre le groupe. Il est encore difficile de mesurer les effets de ces déclarations», souligne Samira Gaid, de l'Institut Hiraal spécialisé dans les questions de sécurité. Quelle est la réaction des shebab ? Dans le centre du pays, les shebab ont cédé du terrain. Mais ils ont généralement des stratégies de long terme, rappelle Omar Mahmoud : «Même s'ils perdent à court terme, ils essaient de trouver des moyens de saper les progrès du gouvernement pour pouvoir revenir».

Ils ont récemment réinvesti quelques localités délaissées par les troupes fédérales dans leur



avancée. Le groupe mène parallèlement une campagne d'attentats sanglants dans les villes. Le 29 octobre, la Somalie a connu son attentat le plus meurtrier depuis 2017, avec 121 morts et 333 blessés dans un double attentat à la voiture piégée à Mogadiscio. Si ces attaques sanglantes sont fréquentes à chaque changement d'administration, elles répondent aussi à une menace «existentielle» pour les shebab, souligne Samira Gaid : «Ils réagissent fortement pour la repousser et dissuader d'autres clans de rejoindre la lutte». Hassan Cheikh Mohamoud a affirmé mi-novembre qu'«un retour en arrière ou la défaite ne sont pas une option». Mais la «libération du pays» promise sera jalonnée de défis majeurs. «Le plus difficile n'est pas de reprendre du terrain», souligne Omar Mahmoud : «Le plus difficile est de tenir ces territoires, que le gouvernement soit présent, qu'il protège la population et fournisse des services afin qu'elle voie les avantages d'être sous son autorité». L'histoire a montré que sans autorité, les rivalités entre clans ressurgissent et les shebab reviennent. Des affrontements entre clans ont été rappor-

tés dernièrement dans certaines zones «libérées». Le gouvernement n'ayant pas initié lui-même l'offensive, «il semble que la planification de l'après-libération soit secondaire», déplore Omar Mahmoud : «Le gouvernement semble plus concentré sur l'expansion de l'offensive». L'étendre à d'autres régions ne sera pas aisé. Les clans jouent un rôle capital dans l'offensive actuelle mais il n'est pas sûr que tous feront de même, notamment dans le sud, bastion historique shebab. Depuis 15 ans, toutes les tentatives d'éliminer militairement le groupe islamiste ont échoué. Hassan Cheikh Mohamoud a déclaré en juillet qu'«il y a de solides arguments pour des négociations». Mais «nous ne sommes pas actuellement en position pour négocier avec les shebab. Nous le ferons, au bon moment», affirmait-il. Pour Samira Gaid, «il a toujours été clair pour le gouvernement qu'une négociation ne pourrait avoir lieu qu'en position favorable». L'offensive actuelle peut contribuer à «donner l'avantage au gouvernement avant des pourparlers plus tard». Rosa C.



Commentaire

Médiateur

Par Fouzia Mahmoudi

Si malgré les apparences le régime communiste nord-coréen entretient de bons rapports avec de nombreux pays dans le monde, son premier allié et support et sans conteste la Chine qui a toujours servi de tampon salvateur entre Washington et Pyongyang. Aujourd'hui, alors que le régime nord-coréen reprend ses menaces et ses provocations envers l'Occident, le président chinois Xi Jinping a écrit au dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, lui proposant de coopérer pour «accélérer la paix dans le monde», a annoncé, hier, l'agence d'État nord-coréenne KCNA. Cette lettre intervient alors que les tensions sont à leur comble dans la péninsule coréenne, après une série record d'essais de missiles par Pyongyang et alors que Séoul, Washington et Tokyo ont renforcé leur coopération militaire. Pyongyang a notamment lancé le 18 novembre un missile balistique intercontinental (ICBM) qui est tombé au large du Japon, et Kim Jong-un a menacé les États-Unis de riposte nucléaire si son pays était attaqué. «Le monde, l'époque et l'histoire sont en train de changer d'une façon sans précédent», a souligné Xi Jinping dans sa réponse à une lettre de Kim Jong-un, qui l'avait félicité pour sa reconduction historique à la tête du Parti communiste chinois et du pays en octobre. «Face à cette nouvelle situation, je suis prêt, avec vous, à contribuer positivement [...] à accélérer la paix, la stabilité, le développement et la prospérité de la région et du reste du monde», a-t-il poursuivi. La Chine est le plus important allié et partenaire commercial de la Corée du Nord, sous le coup de sévères sanctions des Nations unies pour ses programmes nucléaire et d'armement. À l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU lundi, la Chine et la Russie ont refusé de se joindre aux 14 pays, parmi lesquels les États-Unis, l'Inde, la France et le Royaume-Uni, qui ont condamné le tir de l'ICBM de Pyongyang le 18 novembre. En mai, Pékin et Moscou avaient opposé leur veto à un projet de résolution présenté par Washington pour renforcer les sanctions contre la Corée du Nord. Lors d'un entretien la semaine dernière en marge du Sommet du G20 à Bali, le président américain Joe Biden avait demandé à Xi Jinping de signifier «clairement» à la Corée du Nord de ne pas mener un nouvel essai nucléaire, comme Séoul et Washington lui en prêtent l'intention. «Il est certain que notre diplomatie va s'efforcer d'amener la Chine à rejoindre les pays qui condamnent cela publiquement aujourd'hui et à user de son influence pour persuader la Corée du Nord», avait ensuite déclaré un haut responsable américain. Pékin, elle-même dans une situation diplomatique délicate avec l'Occident et plus particulièrement avec Washington, joue ainsi dans cette circonstance tendue le rôle de médiateur. Mais la Chine a tout intérêt à ce que la tension avec Pyongyang perdure, lui offrant le beau rôle, indispensable, de médiateur pour la paix. Reste à voir comment l'Empire du Milieu réussira à tirer au mieux profit de cette situation qui oblige les Américains à mettre de côté, du moins pour un temps, leur hostilité anti-chinoise.

F. M.

Fusillade au Brésil

Un jeune tue au moins trois personnes dans deux écoles

Un jeune homme de 16 ans, portant un symbole nazi, a attaqué à l'arme à feu deux écoles vendredi dans l'État d'Espírito Santo (sud-est du Brésil), faisant au moins trois morts, dont une adolescente, et 11 blessés. La fusillade s'est produite à Aracruz, une ville de 100 000 habitants, à environ 600 kilomètres au nord-est de Rio de Janeiro. Trois professeurs et un étudiant à l'âge non précisé sont dans un état grave, ont affirmé les autorités. Le visage

couvert et une croix gammée sur ses vêtements de camouflage, l'assaillant s'est introduit dans l'école Primo Bitti, une école primaire et secondaire publique qu'il avait quittée en juin, selon les enquêteurs. Après avoir franchi le portail situé à l'arrière de l'établissement, il s'est rendu dans la salle des professeurs et a ouvert le feu sur plusieurs enseignants, tuant deux personnes et en blessant neuf autres, ont indiqué les autorités. Les images de vidéosur-

veillance diffusées par les médias montrent le jeune homme entrant dans l'école avec une arme à la main, tandis que plusieurs personnes fuient dans son sillage. On le voit en train de tirer quelques coups de feu, sans s'arrêter. Il s'est ensuite rendu, non loin de là, au Centre d'éducation Praia de Coqueiral, une école privée, où il a tué une adolescente et blessé deux personnes, avant d'être arrêté par la police.

Réchauffement climatique

Une étude scanne les effets du pâturage dans les régions plus chaudes et faibles en biodiversité

■ En zone aride, le pâturage peut être «bénéfique sous des climats relativement froids et localement riches en biodiversité» mais devient «largement délétère dans les régions plus chaudes et faibles en biodiversité», selon une étude menée sur 5 continents et qui appelle à des solutions locales.

Par Faten D.

Un des intérêts majeurs de cette étude, coordonnée par l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture et l'environnement), le CNRS et l'université espagnole d'Alicante, est qu'elle offre une vision globale de l'impact du pâturage par les animaux domestiques dans les zones arides de la planète, où plus d'un milliard d'humains dépendent directement de l'élevage pour vivre. Ses résultats, publiés dans la revue *Science*, peuvent «contribuer à développer une gestion plus durable des pâturages» visant «à atténuer les effets du changement climatique et de la désertification», selon un communiqué de l'Inrae diffusé vendredi. Ces travaux offrent une photographie de l'impact des pâturages dans des zones arides (où il pleut très peu) de 26 pays.

«Nous avons sélectionné une centaine de sites, découpés en trois ou quatre parcelles – ce qui a fait 326 zones au total – où la pression du pâturage s'exerçait diffé-

remment (de faible à intense)», a expliqué à la presse Nicolas Gross, l'un des auteurs de l'étude, chercheur à l'Inrae.

«Nous avons développé des protocoles standardisés pour évaluer, de la même façon sur l'ensemble des sites, les impacts de la pression du pâturage sur la fertilité des sols, le stockage de carbone, la protection contre l'érosion ou la production de fourrage», a-t-il expliqué.

Les résultats de l'étude montrent que le pâturage est «généralement bénéfique en zones arides sous des climats relativement froids comme les steppes de Mongolie ou de Patagonie, et dans des écosystèmes montrant une forte biodiversité animale et végétale comme les savanes africaines et le maquis méditerranéen», selon le communiqué.

La diversité des plantes et des mammifères herbivores promeut dans ces zones la fourniture de services essentiels comme la production de fourrage pour le bétail ou le stockage de carbone, et la fertilité des sols, tout en limitant leur érosion.



A l'inverse, souligne l'Inrae, «les effets du pâturage deviennent largement délétères dans les zones arides plus chaudes et pauvres en biodiversité, par exemple dans certaines zones subdésertiques proches du Sahel, en Namibie, en Australie ou au Mexique (aux marges du désert de Sonora)». «Dans ces zones arides chaudes, où il y a moins de végétation, l'effet fertilisant du pâturage (lié aux déjections des troupeaux) est moindre car plus dilué dans l'espace. Il ne favorise pas la biodiversité et peut aggraver l'érosion», explique Nicolas Gross.

Ainsi, dans ces zones arides, le surpâ-

turage tend à diminuer les stocks de carbone et la fertilité des sols à mesure que le climat devient plus chaud.

«La manière dont on va gérer localement les écosystèmes va participer à les rendre plus ou moins résilients au changement climatique», souligne le chercheur. Il faut donc favoriser «des solutions locales qui doivent prendre en compte la globalité de l'écosystème : la pratique agricole, la nature des sols, le réchauffement et la biodiversité».

En résumé, il s'agit de «penser globalement et d'agir localement».

F. D.

Pollution au plomb en Zambie

La justice demande les lumières d'experts de l'ONU

La justice a autorisé vendredi des experts de l'ONU à intervenir en tant qu'«amis de la cour», personnalités indépendantes chargées d'éclairer le tribunal dans une affaire d'empoisonnement au plomb dans une ville minière en Zambie impliquant le géant Anglo American.

En 2020, des femmes et des enfants zambiens ont porté plainte contre la branche sud-africaine du groupe, affirmant que ses mines autour de la ville de Kabwe, situées dans le centre de la Zambie et fermées depuis 25 ans, sont responsables d'empoisonnements à grande échelle.

Les experts présenteront «des arguments écrits et oraux» dans la procédure engagée contre Anglo American, a expliqué dans sa décision un tribunal saisi en Afrique du Sud. Il s'agit de trois rapporteurs spéciaux et deux groupes de travail, l'un centré sur la discrimination envers les femmes, l'autre sur les droits

de l'homme et les entreprises.

Kabwe est l'un des endroits les plus pollués au monde après des décennies d'exploitation minière, avec de graves conséquences sanitaires.

Les plaignants dans l'affaire, représentés par des avocats sud-africains ainsi qu'un grand cabinet londonien, réclament

une indemnisation et une décontamination de la zone.

Les mines de plomb et de zinc ont fermé depuis 1994 dans cette zone de la «ceinture du cuivre». Mais diverses études menées ces dernières années montrent que les taux de plomb dans le sang des enfants y sont encore élevés.

L. M.

Climat

Le Canada annonce sa toute première stratégie d'adaptation climatique

Le gouvernement canadien a dévoilé jeudi sa toute première stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques, composée d'investissements et de nouvelles normes de construction afin de «protéger les collectivités et bâtir une économie forte». En tout, 1,6 milliard de dollars canadiens (1,1 milliard d'euros) seront investis, essentiellement sur cinq ans, pour aider les municipalités et cantons à financer des infrastructures publiques résistantes aux inondations ou encore pour mieux informer

les Canadiens à l'aide de nouvelles cartes de crues ou de données climatiques plus précises. «Le changement climatique frappe toutes les communautés à travers le Canada», a déclaré le ministre de la Protection civile, Bill Blair, depuis l'Île-du-Prince-Édouard, province particulièrement touchée fin septembre par l'ouragan Fiona. Qualifiée de tempête la plus coûteuse à avoir frappé la région atlantique (660 millions de dollars en dommages), Fiona n'est qu'un avant-goût des coûts à prévoir, estime le gouvernement, qui s'at-

tend à ce que les dégâts causés par les catastrophes naturelles avoisinent les 15,4 milliards de dollars par an d'ici à 2030. «Ces dernières années, on a vu, et pas seulement au Canada, mais partout dans le monde, une augmentation de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques», a ajouté le ministre en citant les inondations, feux de forêt et vagues de chaleur qui ont touché le Canada récemment. En mettant en place près de 70 mesures, le gouvernement fédéral espère réduire les coûts liés aux

catastrophes naturelles en définissant «des objectifs et des cibles clairs en matière d'adaptation». Chaque dollar investi devrait entraîner des économies allant jusqu'à 15 dollars, avance Ottawa. De nouvelles normes en matière d'inondations et d'incendies pour les constructions pourraient à elles seules faire économiser jusqu'à 4,7 milliards de dollars par an, précise le gouvernement, qui mentionne également les forêts urbaines développées ces dernières années dans la plus grande ville du pays, Toronto. Maya H.

Suisse

Test climatique du secteur financier pour traquer ses progrès

La Suisse a mené un troisième test climatique dans le secteur financier pour mesurer les progrès réalisés, mais aussi les mesures encore à prendre pour limiter le réchauffement climatique, a annoncé, jeudi, l'office fédéral de l'environnement. Quelque 133 établissements ont participé à ce test, dont des banques, compagnies d'assuran-

ce, gestionnaires d'actifs et caisses de retraites, indique le ministère suisse de l'Environnement dans un communiqué, précisant que le test se faisait toutefois «sur une base volontaire». Le ministère suisse de l'Environnement, qui avait déjà mené deux précédents tests en 2017 et en 2020 après l'Accord de Paris, note des progrès, notam-

ment dans la gestion de leurs propres affaires. Désormais, un tiers de leurs biens immobiliers sont chauffés aux énergies renouvelables, contre un quart en 2020, parmi les établissements qui se sont soumis à ce test. Et dans leurs placements, «les investissements dans les combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz ont diminué par rapport

à 2020», relève le ministère de l'Environnement. Environ 1 % des portefeuilles d'actions cotées examinés étaient investis dans des combustibles fossiles, contre environ 2 à 4 % en 2020, détaille son étude, la part se chiffrant 3 % pour les portefeuilles d'obligations, contre 3 à 5 % il y a encore deux ans. «Les banques, en particulier, ont considérablement réduit leur

exposition au secteur du pétrole et du gaz», précise l'étude à l'issue de ce test qui analysait des portefeuilles d'actions, d'obligations et de crédits dans huit secteurs, dont le charbon, le pétrole et le gaz, mais aussi le ciment ou le transport aérien. Le ministère de l'Environnement organisera un prochain test de compatibilité climatique en 2024.



Gr. A - 2e j

Les Pays-Bas et l'Equateur dos à dos

LES PAYS-BAS et l'Equateur, tous deux victorieux lors de la première journée au sein du groupe A, se sont neutralisés (1-1) mi-temps (1-0) vendredi à Doha et seront en ballottage favorable mardi prochain au moment de viser les 8es de finale du Mondial-2022. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Gakpo (6') pour les Pays-Bas et Valencia (49') pour l'Equateur.

Ce résultat condamne par ailleurs le Qatar, battu 3-1 plus tôt dans l'après-midi par le Sénégal et éliminé dès la deuxième journée. Lors de la troisième journée prévue mardi, les Pays-Bas affrontent le Qatar déjà éliminé, tandis que le Sénégal jouera sa qualification pour les 8^{es} de finale contre

l'Equateur dans un choc qui s'annonce explosif.

L'Angleterre bute sur les Etats-Unis

L'Angleterre a buté contre les Etats-Unis 0-0, vendredi à al-Khor, mais reste en ballottage favorable mardi prochain face au Pays de Galles, au moment de viser les 8^{es} de finale du Mondial-2022. Les Etats-Unis, solides défensivement mais assez inoffensifs, enchaînent un second résultat nul lors de la Coupe du monde qatarie et devront absolument battre l'Iran lors de leur dernière rencontre de groupe pour espérer accéder aux phases finales.

Neymar Jr (Brésil)

«J'ai une chance de revenir pour la suite du tournoi»

L'ATTAQUANT vedette du Brésil, Neymar Jr, victime d'une vilaine entorse de la cheville droite jeudi contre la Serbie (2-0), a rassuré vendredi, annonçant qu'il est «sûr d'avoir une chance de revenir» pour la suite du Mondial au Qatar. «Aujourd'hui, c'est l'un des moments les plus difficiles de ma carrière, surtout qu'il intervient à nouveau en Coupe du monde», a écrit sur son compte Instagram la superstar brésilienne, déjà blessée lors du Mondial-2014, à domicile. «J'ai une blessure oui, c'est embêtant et ça fait mal, mais je suis sûr que j'ai une chance de revenir, parce que je ferai de mon mieux pour aider mon pays, mes partenaires et moi-même», a-t-il ajouté.

L'attaquant du Paris Saint-Germain (30 ans) est sorti blessé jeudi, la cheville droite visiblement très enflée, lors de l'entrée en lice de la Selecao au Qatar (2-0). Le médecin de la sélection brésilienne, Rodrigo Lasmar, a confirmé vendredi une «lésion ligamentaire» et a acté le forfait de Neymar pour le prochain match contre la Suisse, prévu

Aliou Cissé, Sénégal

«Un pays africain peut remporter la Coupe»

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe de football du Sénégal, Aliou Cissé, a affirmé, vendredi à Doha, qu'un pays africain peut remporter la Coupe du monde 2022 au Qatar, après avoir offert au continent le premier succès dans ce mondial. «On va vers une Coupe du monde compliquée où il y aura beaucoup de surprises.

Oui, un pays africain peut gagner et j'espère que ça sera le Sénégal», déclaré Aliou Cissé vendredi, à l'issue du match gagné contre le Qatar (3-1) qui relance les Lions dans la course pour la qualification aux huitièmes de finale.

Interrogé en conférence de presse sur les chances d'une équipe africaine de remporter le tournoi pour la première fois, Cissé a fait remarquer que «tout est possible dans cette compéti-

tion», en référence aux victoires de l'Arabie saoudite sur l'Argentine (2-1), du Japon sur l'Allemagne (2-1) et de l'Iran sur le Pays de Galles (2-0). «Toutes les équipes qui sont là sont décomplexées après s'être préparées pendant quatre ans pour le Mondial», a-t-il aussi estimé. «La Coupe du monde d'aujourd'hui n'est pas la Coupe du monde d'il y a 30 ou 35 ans où les gros - entre guillemets - venaient et passaient au-dessus des petits».

Les Sénégalais chercheront à se qualifier pour les 8^{es} de finale contre l'Equateur mardi. Le Cameroun, le Sénégal et le Ghana, quarts de finalistes en 1990, 2002 et 2010 respectivement, ont signé les meilleures performances pour des équipes africaines lors d'un Mondial.

Groupe D

L'Australie passe, la Tunisie à la trappe

■ L'Australie a réussi à s'imposer (0-1), hier à Doha, face à la Tunisie qui a perdu son énergie du premier match. Mitchell Duke a été le héros du jour.

Par Mahfoud M.

Des vagues de corps rouges prêts à tout rafler sur leur passage sont venus ensevelir un stade de Doha. Il n'a cette fois plus été question de premier plongeon dans ce Mondial, mais plutôt d'une recherche de confirmation pour les Tunisiens ayant froidement planté leurs yeux dans ceux des Danois lors de la première journée. Alors ? Alors, la bande de Kadri, pourtant portée par des «olé» après seulement vingt secondes de jeu, a cette fois rangé son bélier et a laissé l'Australie, tabassée par l'équipe de France mardi dernier, déployer avec bonheur un 4-4-2 parfaitement rodé qui, en phase défensive, a ligoté le duo Laidouni-Skhiri. Un barrage gagnant (1-0).

Coupés à la source, les Aigles en cage ont alors jeté des javelots et se sont retrouvés nez à nez avec leurs limites techniques. Youssef Msakni a tout de même réussi à s'offrir quelques slaloms et s'est retrouvé avec une balle d'égalisation en or avant la pause, quelques minutes après une première tentative de Mohamed Dräger contrée par Souttar (41'). L'artiste d'Al-Arabi l'a finalement envoyé embrasser un panneau publicitaire, laissant alors l'Australie rentrer aux vestiaires avec un avantage logique, obtenu au bout d'un décalage provoqué et d'un centre dévié, conclu d'une tête clochée par Mitchell Duke, assez fabuleux (0-1, 24'). Heureux de la tournure de son plan, Graham Arnold, le sélectionneur des Socceroos, a pu sauter comme un gosse devant un sapin de Noël et s'est même



Les Australiens étaient plus réalistes

marré lorsqu'il a vu Duke, auteur d'une autre tête cadrée en première période (44'), s'embrouiller quelques secondes avec Wahbi Khazri à la suite d'un ballon rendu envoyé dans la tête de son attaquant par Hannibal Mejri.

Les briques et les déchets

Forcément furieux, Jalel Kadri, qui espérait un nouveau match à l'énergie de ses hommes, a fait tomber la veste après l'entracte et a bousculé son plan initial en sortant Mohamed Dräger pour lancer Ferjani Sassi et ainsi installer une défense à quatre avec Dylan Bronn, latéral droit. Duke n'est plusieurs fois pas passé loin de se retrouver avec une cuillère dans le bec (55', 56'), mais la Tunisie a surtout relevé la tête, croquant plus de seconds bal-

lons, sans pour autant vraiment réussir à faire trembler des briques australiennes boostées peu après l'heure de jeu par la pose d'une Hrusic. Pour cette mission, Kadri a encouragé Khazri sur la piste, mais le boss tunisien a surtout vu Leckie tout proche du 0-2 sur un centre de Maclaren avant que Msakni ne se cogne sur Ryan (72'). Plus dominateurs, les Aigles se sont dépatouillés sans totalement décoller là où l'Australie a aussi eu ses petites séquences, à l'image d'une frappe de Mooy déviée (75'). Reste un double constat : ce match, qui a vu la doublette Souttar-Rowles se régaler la chique et Khazri foirer une reprise dans le temps additionnel, a été bourré de déchets techniques et ne change rien à la vie des Bleus qui, en cas de victoire ce samedi soir, basculeront vers les huitièmes.

M. M.

Groupes E et F

L'Allemagne joue sa survie, le Maroc à quitte ou double

Les matchs des groupes E et F, comptant pour la deuxième journée de la phase des poules du Mondial 2022, s'annoncent très disputés, puisque certaines sélections jouent carrément leur avenir dans cette compétition. Ainsi, l'Allemagne qui a perdu son premier match face au Japon joue carrément sa survie face à l'Espagne qui avait fait une bouchée de Costa Rica qu'elle a battu sur le score de (7/0). L'Allemagne sera face à une équipe qui a montré un très grand réalisme et qui ne compte pas s'arrêter là. La Nationalmanchaft jetera toutes ses forces dans la bataille,

sachant que même un match nul ne suffira pas à son bonheur. A la fin de la rencontre face aux Japonais, le coach allemand, Flinck, avait déclaré qu'il avait sa petite idée sur la manière de battre l'Espagne et donc d'arracher le billet de qualification, mais il sait dans son pour intérieur que ce ne sera pas facile, surtout qu'en face il aura à faire à un très grand tacticien, à savoir Luis Enrique qui ne laisse rien au hasard et souhaite aligner les trois points pour aller directement vers le deuxième tour. Dans ce même groupe E, le Japon tentera de faire la passe de deux face au Costa Rica qui

jouera aussi son va-tout et se doit de sortir de cette situation difficile. La Belgique, qui avait pris le meilleur sur le Canada, tentera de faire de même face au représentant africain, le Maroc, qui a besoin des points de ce match pour espérer créer la surprise et continuer l'aventure dans cette compétition mondiale. Enfin, le match qui mettra aux prises la Croatie, vice-champion du monde de la dernière édition et le Canada sera un match-couperet aussi, puisque le perdant sera éjecté du tournoi et aura des chances minimes de continuer.

M. M.

Touggourt

Une vingtaine d'entreprises à la 12^e Semaine de l'entrepreneuriat

PAS MOINS de vingt petites entreprises et start-up prennent part à la 12^e édition de la Semaine de l'entrepreneuriat qui se poursuivait hier dans la wilaya de Touggourt, avec la participation de promoteurs industriels, d'entrepreneurs et de porteurs de projets. Placée sous le signe «Créons un environnement idoine pour l'entrepreneuriat : édification, participation et célébration», cette manifestation, qu'abrite une semaine durant la salle omnisports Emir-Khaled, prévoit une diversité de produits exposés par les entreprises, à la satisfaction d'un public venu nombreux s'informer des potentialités d'investissement qu'offre la région. Le programme de cette manifestation comprend, outre les activités entrepreneuriales, des rencontres de sensibilisation, des ateliers de formation ayant trait au thème, dont les

modalités de montage des entités économiques au profit des porteurs de projets désirant s'investir dans le monde de l'entrepreneuriat, animées par des dispositifs d'appui et d'accompagnement des entreprises, en sus des centres de formation et des incubateurs d'entreprises, a expliqué le directeur de l'industrie de Touggourt, Hocine Hammel. Il a indiqué que cette manifestation tend, entre autres objectifs, à l'ancrage de la culture entrepreneuriale en milieu des jeunes, leur encouragement à adhérer aux efforts de développement de l'investissement et du tissu industriel, le montage de projets d'investissement à même de contribuer à la satisfaction du marché local et national en divers produits industriels.

Lyes F.

Obésité

Mise en garde contre une recrudescence du phénomène en Algérie

LE PRÉSIDENT de la Société algérienne d'obésité et des maladies métaboliques (SAOMM), P^r Ammar Tebaibia, a mis en garde, hier à Alger, contre une recrudescence en Algérie du phénomène de l'obésité, désormais répandu chez les adultes et les enfants, en raison du changement du mode de vie. Dans une déclaration à l'APS en marge du 1^{er} Congrès sur l'obésité et les maladies métaboliques, P^r Tebaibia a souligné que les services des consultations médicales enregistrent quotidiennement une affluence considérable de «malades souffrant d'obésité, qui figure désormais parmi les maladies répandues, d'où la nécessité de lui accorder une importance particulière». L'obésité génère plusieurs maladies, dont les maladies cardiovasculaires, l'hypertension artérielle (HTA), le diabète et le cancer. Les personnes souffrant d'obésité sont parmi celles les plus exposées aux risques de contracter le coronavirus (Covid-19) et d'y laisser leur vie, aussi bien en Algérie qu'à travers le monde, a fait savoir le spécialiste. Dans ce cadre, il a appelé à «élaborer un plan national stratégique de lutte contre cette maladie qui induit une augmentation des coûts et pèse sur le système de santé et l'économie nationale», citant les coûts des examens médicaux supplémentaires et des analyses biologiques. «L'obésité touche 30 % de femmes et 14 % d'hommes», selon l'enquête nationale de 2016/2017. Si des mesures urgentes ne sont pas prises, le phénomène touchera 46 % de femmes et 14 % à 30 % d'hommes d'ici à 2030. Entre autres facteurs de risque de cette maladie, classée depuis 2018 par l'Organisation mondiale de la

santé (OMS) parmi les maladies chroniques graves, il y a lieu de citer la mauvaise alimentation, le manque d'activité physique, outre les facteurs génétiques. Selon une étude mondiale récente, le même spécialiste a indiqué que la hausse des cas d'obésité pourrait coûter à l'économie mondiale un taux de 3,3 % du PIB d'ici à 2060. L'étude publiée dans la revue électronique BMJ Global Health montre que l'obésité qui peut être mesurée après le calcul de l'Indice de masse corporelle (IMC) et peut provoquer des maladies cardiaques, le diabète ou des cancers, est susceptible d'entraîner un ralentissement du développement dans les pays à faible revenu, a-t-elle précisé. «Au niveau mondial, près des deux tiers des adultes souffrent de surpoids ou d'obésité, un taux appelé à accroître d'ici à 2060, avec trois adultes sur quatre qui seront touchés par cette maladie», a mis en garde la chercheuse qui a élaboré l'étude, Rachel Nugent, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. La croissance démographique et économique d'un pays constitue l'un des principaux facteurs de prévalence de l'obésité, a-t-elle expliqué, soulignant qu'avec l'enrichissement des pays, les régimes alimentaires changent, pour inclure davantage de produits transformés. Dans certains pays, le vieillissement de la population constitue un autre facteur de risque, car les personnes âgées ont du mal à perdre du poids. Le rapport souligne que le coût économique de l'obésité «n'est pas uniquement dû aux comportements individuels», mais s'explique davantage par des facteurs sociaux et économiques.

Amine G.

Coupe du monde 2022: Foot, rien que le foot



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Abderezak Guessoum : appel à méditer le travail religieux de Kabylie

■ Le président de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA), Abderezak Guessoum, a appelé, hier, à méditer le travail religieux en Kabylie et le généraliser à travers tout le pays.

Par Hamid Messir

«Le travail des savants religieux dans la région de Zouaoua faisant allusion à la Kabylie est immense que l'on ne pourra pas contenir en quelques minutes d'intervention, car à chacun des périples de l'histoire de la région il y forcément une zaouia». Il n'a pas manqué de rendre hommage aux nombreuses personnalités religieuses que la Kabylie a enfantées tout en saluant l'initiative de valoriser les travaux de ces mêmes hommes de la religion. Présent à ce colloque, le wali de Tizi Ouzou, Djilali Doumi, a souligné l'attachement de la région de Kabylie à l'islam à travers ses nombreux oulémas et lieux de culte dont les zaouïas et qu'elle a été au premier rang



dans la lutte contre l'occupation française et la libération du pays du joug colonial. A noter que le colloque intitulé «Le rôle des savants religieux dans la préservation des éléments de l'identité nationale algérienne» a été initié par le bureau local de

l'Association des oulémas musulmans algériens, en collaboration avec les Directions des affaires religieuses et de la culture. Plusieurs conférences autour de thématiques ont été présentées à l'occasion par des spécialistes.

H. M.

Tunisie-Libye

Signature d'un accord pour hisser les échanges commerciaux

LE CENTRE de promotion des exportations tunisien (CEPEX) et le Centre libyen de développement des exportations ont signé un protocole d'accord en vue de développer les relations intra-commerciales et les échanges commerciaux entre la Libye et la Tunisie durant l'exercice 2023. Ce protocole d'accord, signé vendredi à Tunis par le P-dg du CEPEX, Mourad Ben Hassine et le directeur général du Centre libyen de développement des exportations, Mohamed Ali Al-

Dhib, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un mémorandum d'entente remontant à juin 2013, et l'annexe du protocole d'accord conclu en 2020. Ce protocole d'accord porte sur l'organisation de missions économiques des hommes d'affaires des deux pays, afin de renforcer le partenariat dans le domaine du marketing et de créer des opportunités de coopération et d'échange des expériences dans le domaine de l'organisation et de l'encadrement de missions,

ainsi que de renforcer la présence des deux pays sur les marchés africains. L'accord en question prévoit aussi l'organisation de la participation tuniso-libyenne à la Foire commerciale intra-africaine et l'encadrement des entreprises exportatrices. Il s'agit également de prendre connaissance et de développer les expériences réussies en termes de développement des exportations et le renforcement des capacités dans le domaine des chaînes de valeur à l'export.

R. M.